

## Intervention de la Commissaire européenne



MADAME VIVIANE REDING  
MEMBRE DE LA COMMISSION  
EUROPÉENNE

**MADAME VIVIANE REDING**, Membre de la Commission Européenne: Il est instructif de participer à cette fin de journée pour découvrir l'ensemble des nouveaux projets et pour appréhender la grande créativité existant dans le secteur des TIC. Au regard de ces nouvelles initiatives, il est opportun et adéquat de parler du lien existant entre une société du développement de l'information et le développement durable. L'information constitue l'outil de stimulation de la productivité et de la croissance contribuant à la compétitivité et à l'emploi d'une manière directe.

En accroissant constamment leur poids économique, les TIC participent au développement d'autres secteurs d'activité comme les transports. Les bénéfices d'une utilisation accrue des technologies de l'information et de la communication sont économiquement démontrés, cette industrie participant modestement au PIB européen à hauteur de 5 % mais étant à l'origine de la croissance du PIB à hauteur de 25 %, représentant 30 % des investissements dans la recherche et l'innovation et 40 % de l'augmentation de la productivité en Europe.

Cependant, l'Union n'a pas autant exploité le développement des TIC que ses homologues internationaux, (aux Etats-Unis les TIC sont à l'origine d'un gain de productivité de 60 %). Si leur dynamique est celle d'un développement continu et innovant, leur potentiel économique et social reste sous-exploité en Europe. L'objectif est que les TIC contribuent au développement durable de manière fondamentale par les innovations techniques et commerciales et les changements structurels.

En décembre 2005, la Commission européenne a réexaminé et redéfini son modèle de développement durable, jugeant que les TIC avaient un rôle important à jouer dans la création d'un nouveau modèle de croissance combinant une concurrence accrue bénéficiant au consommateur et une plus grande cohésion environnementale et sociétale.

“ En décembre 2005, la Commission européenne a réexaminé et redéfini son modèle de développement durable, jugeant que les TIC avaient un rôle important à jouer dans la création d'un nouveau modèle de croissance combinant une concurrence accrue bénéficiant au consommateur et une plus grande cohésion environnementale et sociétale ”

La société de l'information pour tous est l'un des objectifs majeurs de la stratégie i2010, adoptée par la commission Barroso en juin 2005 afin de permettre une participation plus aisée de tous les Européens à la société de la connaissance, pour toutes les régions et communautés ainsi que pour tous les secteurs de la société.

Au niveau régional, la disponibilité des connexions à large bande est une condition indispensable pour le développement

du commerce électronique et au-delà pour le développement de la croissance et de l'emploi dans l'ensemble de l'économie.

La concurrence et l'ouverture des marchés sont certainement les meilleurs moteurs de déploiement de la large bande dans l'Union européenne. Cependant, ces connexions large bande ne doivent pas se limiter aux grandes villes, si l'UE et ses 25 Etats membres utilisent intelligemment les instruments d'action, l'objectif de large bande pour tous ne sera pas hors de portée d'ici 2010. Mais il est temps d'agir, pour permettre l'avancée du déploiement de la large bande en Europe, la Commission a proposé plusieurs actions principales :

- 1<sup>er</sup> volet : renforcement des stratégies nationales en faveur du haut débit et fixation d'objectifs clairs en utilisant les moyens financiers européens

- 2<sup>e</sup> volet : accélération des échanges de bonnes pratiques en créant un site Web servant de point de rencontre unique pour les autorités locales et les acteurs du secteur en vue d'échanger les informations et d'acquérir de l'expérience.

Une conférence sera organisée début 2007 par la Commission sur le thème « le haut débit pour tous » afin de présenter les avantages de la large bande aux collectivités rurales

- 3<sup>e</sup> volet : en raison du vieillissement de la population européenne, nous avons besoin d'un niveau supérieur de participation à l'emploi, il faut donc créer de nouveaux comportements pour le futur avec une utilisation plus large et plus efficace des TIC

- 4<sup>e</sup> volet : développement accéléré de l'e-gouvernement ayant comme objectif principal « aucun citoyen laissé pour compte d'ici 2010 ». L'intégration étant un élément essentiel de cette politique avec l'accès à l'information et aux services publics pour les personnes socialement exclues.

Une meilleure intégration permettrait des avantages macroéconomiques (dix millions de ces personnes sont des consommateurs potentiels de téléphonie mobile, d'Internet et d'outils informatiques). Il ne s'agit pas uniquement d'un défi mais d'une opportunité capitale pour les gouvernements et pour l'industrie des TIC. Ces objectifs et les avantages qui y sont liés sont inclus dans l'agenda de Lisbonne.

Pour le nouveau programme cadre de recherche (PCRD) qui sera lancé l'an prochain, Nous avons l'intention de mettre en œuvre une initiative sur les technologies d'information pour nos sociétés vieillissantes, afin de réduire les conséquences du vieillissement et d'apporter des meilleurs services et une meilleure qualité de vie pour les personnes vivant chez elles.

Le 8 mars dernier, la Commission européenne a proposé une nouvelle stratégie, pour une énergie durable et compétitive. Le rapport Barroso établit que le défi de l'énergie pour le 21<sup>e</sup> siècle nécessite une nouvelle réponse commune, et

une approche commune. Une voix unique permettra à l'Union de diriger la recherche de nouvelles solutions. La flambée des prix et notre dépendance des importations de pétrole en provenance de pays instables, nous ont mis face à une problématique de diversification de nos sources d'énergie et à une problématique d'efficacité de l'énergie.

L'Europe est pauvre en source d'énergie mais la situation peut s'améliorer. La Commission estime que la systématisation de mesures en faveur de l'efficacité énergétique peut réduire de 20 % la consommation d'énergie jusqu'en 2020. La commission proposera un plan d'ac-

**“ Une voix unique permettra à l'Union de diriger la recherche de nouvelles solutions ”**

tion pour une énergie efficace en fin d'année, afin d'atteindre cet objectif. Le secteur des TIC aura un rôle important dans ce plan :

- en étant efficace les TIC génèrent 5 % du PIB, mais ne nécessitent que 2 % de l'énergie électrique produite.

- il existe de plus en plus d'équipements efficaces en économie d'énergie. Nous mettons facilement en veille nos téléviseurs, hi-fi ou ordinateurs. Cela nécessite beaucoup d'énergie. L'Agence internationale de l'énergie estime que 5 à 10 % de la demande domestique est due aux appareils en veille. Il faut donc réduire celle-ci.

- Les TIC peuvent optimiser l'utilisation de l'énergie au travail, dans les déplacements et chez soi. On estime la réduction de consommation d'énergie grâce aux TIC de 17 %, par l'usage des TIC pour le transport, le chauffage et l'éclairage.

“ On estime la réduction de consommation d'énergie grâce aux TIC de 17 %, par l'usage des TIC pour le transport, le chauffage et l'éclairage ”

Le transport représente 30 % des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique de l'Union. Des véhicules et des routes intelligentes nous permettent d'aider les conducteurs, de réduire les embouteillages et d'éviter les accidents.

C'est pourquoi, la Commission a annoncé le lancement de l'initiative de la voiture intelligente, dont le but est d'appliquer les TIC pour rendre les automobiles plus performantes, plus sûres et moins polluantes. Nos experts estiment qu'une efficacité de 15 % est réalisable.

Un large panel de technologies existe déjà, ce qui nous manque, ce sont les terrains d'expérimentation pour ces technologies, à une grande échelle, et une approche commune des acteurs économiques : les constructeurs automobiles, les collectivités territoriales, les citoyens eux-mêmes.

Le chauffage et l'éclairage nécessitent de 40 à 50 % de l'énergie européenne. Des immeubles « intelligents » nous permettraient des économies et un meilleur confort. Par exemple, la consommation d'éclairage peut être liée à l'énergie nécessaire à l'immeuble, de nouvelles cellules photoniques basées sur les TIC, comme les diodes auto éclairantes, peuvent réduire de 80 % la consommation.

Pour conclure, nous vivons dans un contexte de concurrence mondiale forte, de changement technologiques complexes et rapides et nécessitant des coûts de recherche importants.

Tout ceci amène l'Europe à accroître son recours aux TIC, que ce soit dans le domaine privé ou le domaine public. Les TIC peuvent nous conduire à une stabilité économique-sociale durable.

“ Ces thèmes sont les priorités de l'agenda politique, faisons des TIC notre outil de stabilité économique, d'un développement et d'un environnement durables ”

Certains domaines nécessitent plus de recherche et nous continuerons à faire ce que nous pouvons, en augmentant au maximum les programmes de recherche.

Dans d'autres domaines, nous avons déjà favorisé le développement de nouvelles technologies, qui restent en attente d'application.

Il nous faut définir nos priorités dans ce secteur pour atteindre nos objectifs.

Nos objectifs sont les suivants :

- participation économique totale de toute la société
- faire face à la mondialisation de la concurrence
- rendre l'utilisation de l'énergie plus efficace.

Ces thèmes sont les priorités de l'agenda politique, faisons des TIC notre outil de stabilité économique, d'un développement et d'un environnement durables.

Merci.

